



RAPPORT D'ACTIVITE

2024

VOIE 95 est un réseau départemental des structures de l'insertion par l'activité économique créé en 2004.

Il rassemble en 2024 exactement 31 associations adhérentes (certaines portant plusieurs structures) parmi les 50 structures agréées du territoire.

Ce rapport d'activité met en lumière les réalisations, les défis et les perspectives pour l'année écoulée.

A travers ses actions, ses plaidoyers et ses relations avec les partenaires institutionnels et les entreprises, le réseau VOIE 95 est un acteur important dans le Val d'Oise.

1/ LE FONCTIONNEMENT ET L'ORGANISATION DE VOIE 95 EN 2024

Nous n'avons plus de salariés depuis la fin décembre 2022.

Le réseau repose donc sur un collectif de dirigeants de SIAE (qu'il s'agisse de directeurs ou d'administrateurs bénévoles) qui prennent du temps pour faire vivre VOIE 95.

Cela confère une très grande indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics mais cela limite aussi grandement les marges d'action car l'activité du réseau repose avant sur les bonnes volontés et le temps qu'elles peuvent y consacrer. Même si on constate une vraie représentation à l'occasion des plénières et de l'AG de 2024, pour autant, il reste compliqué de trouver comment impliquer les adhérents dans la vie du réseau.

Il est à noter qu'il n'y a eu en 2024 aucun financement de la part de la DDETS 95 et du Conseil Départemental, alors même que des actions avaient été financées en 2023 au titre de la stratégie de lutte contre la pauvreté. Le pacte Local des Solidarités conclu entre l'Etat et le CD en 2024 n'a pas visé l'IAE en particulier, comme c'était le cas auparavant.

2/ LA PARTICIPATION AUX CDIAE / LES PROBLEMATIQUES OBSERVEES

Géraldine BLIN, présidente de VOIE 95, a participé à tous les CDIAE (3 sur l'année), ainsi qu'aux réunions de la « Task force » initiée par la DDETS95. La task force réunit les acteurs les plus importants pour évoquer les difficultés des structures (notamment liquidation du Hub de la Réussite et difficultés d'Equalis). Le CDIAE reste quant à lui une instance dans laquelle un avis est recueilli sur les nouveaux agréments et où se décide la vision stratégique. Le dernier CDIAE a eu lieu en fin d'année puisqu'avec la loi pour le plein emploi de décembre 2023, il est remplacé par le C2IAE en 2025 (avec une composition élargie). Il a été l'occasion d'évoquer l'octroi du FDI consolidation d'un montant total de 110 000€ qui a profité à 8 structures.

A l'occasion du CDIAE du mois de juin, Géraldine Blin a effectué une déclaration liminaire (annexe 1). Suite à cette interpellation, nous avons eu un rendez-vous avec le Directeur Départemental de la DDETS95 et son équipe. Nous nous y sommes rendus à 5 pour peser dans les discussions. S'il nous a été dit toute l'incompréhension autour des propos tenus, nous avons pu exposer les difficultés des SIAE et surtout le retard par rapport aux autres départements d'Ile-de-France. Globalement les SIAE du Val d'Oise sont moins nombreuses, plus petites, ont moins d'opportunités de marchés réservés et peinent à se développer. Le message a été entendu et un autre rendez-vous a eu lieu en décembre 2024. Si le constat a été entendu, il a été décidé la mise en place d'une task force visant le développement économique, effectivement réunie en février 2025, sans avancée notable à ce jour.

Les relations avec la DDETS 95 sont cordiales, les échanges ont été nourris en 2024, sans qu'on puisse noter d'évolution ou de soutien particulier aux SIAE du territoire.

Sur le second semestre, un questionnaire a été envoyé aux SIAE adhérentes pour connaître leurs difficultés. Voici le résultat :

Thématiques	Difficulté existante		Degré de difficulté				Commentaires
	Oui	Non	1 (min)	2	3	4 (max)	
Activité économique							
Equilibre économique : de la structure dans son ensemble / de son(s) conventionnement(s) IAE / d'une activité en particulier	10	8		3	6	1	3 ACI sur 4 équilibre en risque/financement FSE pas à la hauteur des prévisionnels/ Recherche et développement constants pour permettre le support d'activité - force est de constater que seuls les marchés peuvent répondre à l'activité mais cela ne
Perte de marché/ de subvention	8	10		3	5		des difficultés pour faire accepter des demandes de subventions d'investissement/Pas de subvention du département pour l'aide aux matériel FSE dévalués / clients qui ont
Evolution des prix (fluides, matières premières, autres)	6	12		3	3		Carburant - électricité - traitement des déchets - matière premières pour travaux BAT
Autre à définir :							Des évolutions positives en matière de gestion, mais un accompagnement maintenant au complet des difficultés en EV dues à des déchets (matières des parois) et aux matériels en
Problématiques financières							
Tensions de trésorerie récurrentes	8	10	2	3	2	1	des retards de paiement pour le FSE + en attente de 200K€ de 2022/2023
Demandes de report : de charges / de facilités bancaires de paiement / d'échéancier de remboursement de prêt	2	16		1		1	Concours bancaire (Découvert et / ou crédit) refusé, fonds propres et trésorerie insuffisante pour renouveler nos immobilisations
Autre à définir :							
Sujets RH							
Recrutement des salariés en insertion	10	8		6	3	1	Suite absence maladie de la CIP, les recrutements sont plus espacés/Difficultés avec
Construction des parcours des salariés en insertion (accompagnement social, PMSMP, formation, préparation à la sortie). Ex : problème de prise en charge de la santé mentale	9	9	1	7	1		Manque de relais et de partenariat sur les problématiques socio-pro récurrentes : permis / santé / psy / accompagnement social --- et paradoxalement parfois doublon sur de l'accompagnement pro avec France Travail ou CD95/ Santé mentale et
recrutement de salariés permanents (encadrant ts techniques, CIP)	10	8	2	3	5		additions - gros travail à mener cette année et orientation prioritaire sur 2025 / la trop de turn over et peu de candidats, difficile de trouver des encadrants techniques et des CIP formés à l'IAE/Mais question de recrutement habituel en permanence plus
Autre à définir :							
Locaux							
Occupation précaire	5	13		3	1	1	
Travaux à effectuer et à financer	5	13		2	3		difficultés à trouver les financeurs pour les rénovations nécessaires des locaux.
Taille insuffisante et/ou configuration inadéquate	9	9	1	5	1	1	taille insuffisante si nous souhaitons développer le chantier d'insertion et augmenter
Autre à définir :							le nombre de salariés en insertion / Taille importante pour développer des
Fonctionnement de la gouvernance (structures associatives)							
recrutement de nouveaux administrateurs et des membres du	4	14		3	1		
Implication de la gouvernance et interaction avec l'équipe salariée	4	14		3	1		
Autre à définir :							
Relations partenariales							
Avec les orienteurs/ prescripteurs	7	11		3	4		Pas assez de prescriptions pour des postes CDDI/ Pb avec certains facilitateurs
Avec les collectivités	5	13		3	2		Pas assez de soutiens financiers et de marchés EV. En recherche pour vendre notre
Avec les services de l'état	3	15	1	1	1		production de jus de pommes et de pommes presque bio
Avec les acheteurs (publics / privés)	6	12	2	2	2		difficile de répondre aux demandes des dossiers qui souhaitent des analyses poussées
Autre à définir :							
Autres thématiques							
							question du modèle économique à moyen et long terme/Méconnaissance de notre

3/ DEVELOPPER DES OUTILS DE COMMUNICATION

Le site de VOIE 95 a été refondu par INCITE et mis en ligne en 2023, avec un nouveau logo, venu dépoussiérer l'ancien. Il est aujourd'hui quasiment à jour. Il fait l'objet de derniers ajustements pour qu'on puisse facilement y inscrire de l'actualité et y mentionner les recrutements de permanents.

5 vidéos ont également été commandées en 2024 pour mettre en lumière des structures avec des capsules montrant leur activité, les permanents et les témoignages des salariés en transition. Elles sont publiées sur le compte LinkedIn du « Réseau VOIE ».

4/ FAVORISER LA COOPERATION, LA COMPLEMENTARITE ENTRE STRUCTURES, SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT DES SIAE

Nous avons poursuivi le travail autour de l'offre services des SIAE avec une visée de travail en coopération

4 structures du bâtiment ont répondu en groupement momentané d'entreprises à un marché réservé émis par le RESAH (centrale d'achat pour les structures sanitaires publiques) pour le département du Val d'Oise, sur des travaux de peinture et de revêtement de sols. Le marché leur a été octroyé fin

décembre 2023. Elles ont donc créé le groupement BAT'IAE qui a réalisé 300 000€ de chiffre d'affaires en 6 mois d'exploitation.

Les associations intermédiaires, réunies dans le Groupement pour le Développement des Associations Intermédiaires, ont poursuivi le travail auprès du Conseil Départemental du Val d'Oise sur le remplacement dans les collèges qui a abouti à la rentrée 2024. Il s'agit d'une expérimentation menée par la mission insertion sur 6 mois (donc terminée en mars 2025) qui devrait déboucher bientôt sur un marché réservé. Enfin, elles ont obtenu sur les fonds de revitalisation une subvention pour recruter une personne chargée de leur développement économique.

Même si des contacts ont été pris avec la CPME, le MEDEF 95, le développement de l'offre commerciale ou du vivier RH en direction des entreprises reste embryonnaires. Peu de structures ont des permanents en charge de la relation entreprises. Ce réseau reste à construire.

Le Réseau VOIE 95 a par ailleurs remporté un appel à projet émis par la Communauté d'agglomération de Roissy Pays de France pour favoriser le développement économique des SIAE sur ce territoire. Le financement a permis de faire appel à Jean-Charles Chibon qui a mené une mission sur un mois et demi en tant qu'auto-entrepreneur pour élaborer un diagnostic et proposer des pistes de solution. Son rapport et la plaquette de l'offre de services sont en annexe 2 et 3. Nous avons aussi participé à la convention d'affaire organisée en décembre 2024. L'idée est de promouvoir les achats responsables auprès acheteurs des mairies et de la communauté d'agglomération pour développer les marchés réservés et les heures de clauses.

La même démarche de promotion a été menée avec le Conseil Départemental à l'occasion de la discussion sur le SPASER avec remise d'une contribution écrite.

VOIE 95 a également missionné AMI Services, conformément à ce qui a été décidé en AG (affectation du résultat), pour effectuer un travail de prospection auprès des entreprises pour que les AI et les ETTI du réseau récupèrent plus d'heures de clauses. Le bilan en sera dressé à l'été. Malheureusement, le virement qui avait été effectué au départ a été détourné par un hacker et VOIE 95 essuie donc une perte sèche de 20 000€. La Caisse d'Epargne n'a accepté aucune voie de recours dans la mesure où le virement a été effectué par une procédure certifiée.

5/ LES ACTIONS MISES EN PLACE EN 2024

En juillet 2023, le Conseil Départemental et la DDETS ont demandé que VOIE 95 fasse remonter des projets en urgence, qui pourraient s'inscrire dans la stratégie de lutte contre la pauvreté (Etat/ CD). En 3 jours, il a fallu écrire les projets de formations (AFEST pour les permanents, habilitations électriques, SST, PRAP) et le projet de forum inversé. Le financement octroyé a été de 60 570€.

Bilan Formation AFEST

Le projet a consisté dans l'organisation d'une formation « actions de formation en situation de travail » menée par l'équipe de Chantier Ecole Ile-de-France à destination des permanents de SIAE du Val d'Oise, puis dans le soutien financier de ces structures pour la mise en œuvre des acquis l'AFEST.

La formation s'est déroulée les 20 et 21 mars, 3 et 4 avril et 16 mai 2024 pour un montant de **7500€**. Elle a réuni 10 professionnels, soit CIP, soit encadrants techniques, issus de 8 structures : ARS95, IMAJ, Paris Services, MLVM, Appel Services, Appel Paysage, AGOIE et VIES 95. Le dernier jour, les directions étaient toutes présentes. Les 8 structures ont conventionné avec VOIE 95 en s'engageant à mettre en place des évaluations sur poste de travail en travaillant sur des tâches simples. En contrepartie de

l'investissement des structures dans la démarche et du temps passé par les permanents en formation et à la préparation des actions, les SIAE ont reçu chacune 2500€ de VOIE 95, soit 20 000€.

FORUM INVERSE

Le forum a eu lieu le 28 mai 2024 sur le site des Apprentis d'Auteuil à Sannois, dans leur gymnase.

En tout, 25 structures valdoisiennes ont tenu un stand sur la journée (ACI, EI, ETTI et AI) avec pour la plupart, la présence de salariés en insertion qui ont pu parler de leur activité et se signaler comme demandeurs d'emploi. Cela représente 110 exposants sur la journée.

Plus de 300 invitations ont été envoyées notamment en direction des entreprises et réseau d'entreprises ou d'artisans du Val d'Oise. France Travail a pu nous communiquer une liste de coordonnées d'entreprises qui ont signé la charte « les entreprises s'engagent ».

Le résultat n'est malheureusement pas tout-à-fait à la hauteur puisque seulement 20 entreprises ont fait le déplacement. Pour autant, les contacts ont été fructueux sur des partenariats possibles.

En revanche, le président de la CCI, un représentant de la CMA, le directeur du MEDEF 95, la présidente d'Initiative 95-78 sont venus et nous devrions organiser d'autres temps de rencontre avec eux par la suite.

En tout, il y a eu 115 visiteurs extérieurs, dont beaucoup de partenaires institutionnels et des représentants de collectivités.

Au-delà des opportunités qui sont apparues, c'était un moment privilégié entre les professionnels des SIAE, permettant de mieux se connaître, de partager.

Surtout, c'est un événement qui donné de la visibilité à l'IAE dans le Val d'Oise, qui permet de mieux faire connaître nos activités, nos publics cibles et nos résultats.

FORMATIONS HABILITATIONS ELECTRIQUES

La formation HBo, qui permet aux salariés de travailler en sécurité sur des installations électriques, est une certification recherchée dans de nombreux secteurs, notamment le bâtiment, l'industrie, et la maintenance. Cette qualification, tout comme le SST, renforce le CV des salariés, augmentant leurs chances de trouver un emploi durable à la sortie du parcours d'insertion. En obtenant l'habilitation électrique, les salariés deviennent des candidats plus attractifs pour les employeurs potentiels, en particulier dans des métiers où la compétence en électricité est essentielle.

Elle apporte donc aux salariés des compétences techniques spécifiques à l'électricité, mais ces compétences sont aussi transférables à d'autres domaines. En comprenant les principes de base des systèmes électriques, les salariés deviennent capables d'intervenir dans divers environnements de travail, ce qui élargit leurs opportunités professionnelles. Cette expertise technique est souvent valorisée et peut leur permettre d'évoluer vers des postes de responsabilité.

Trois sessions ont pu être mises en place pour 19 bénéficiaires de 10 SIAE différentes.

FORMATION SST

La formation Sauveteur Secouriste du Travail (SST) présente une valeur ajoutée significative pour les salariés en parcours d'insertion des SIAE.

La formation SST est une compétence recherchée dans de nombreux secteurs professionnels, tels que l'industrie, le bâtiment, ou encore les services. En intégrant cette formation dans le parcours

d'insertion, les salariés acquièrent une certification reconnue, ce qui renforce leur CV et leur employabilité. Posséder une formation SST peut souvent faire la différence lors d'une candidature, en particulier dans les métiers manuels ou exposés à des risques.

C'est un levier d'insertion important qui peut souvent représenter un coût important pour nos structures. Une session a pu être mise en place pour 8 bénéficiaires de 8 SIAE différentes.

Annexe 1 : DECLARATION LIMINAIRE CDIAE 19/06/24

En écho à la réunion du conseil d'administration de VOIE 95 qui a eu lieu la semaine dernière, je tiens à vous exposer la situation dans laquelle se trouvent les structures de l'IAE dans le Val d'Oise et le réseau VOIE 95.

Depuis la réunion convoquée par le préfet en juillet 2022, nous avons fait du chemin. Beaucoup de structures se sont mobilisées pour répondre au défi qui nous était présenté, pour donner tort à l'affirmation qui consistait à dire « dans le Val d'Oise, on n'est pas bon ».

Plusieurs exemples concrets :

- Le travail a été mené par toutes les associations intermédiaires pour monter un groupement d'employeurs, pour organiser leur coopération et leur développement de concert.
- Nous avons fini par aboutir avec la direction des achats du conseil départemental avec l'expérimentation en septembre du remplacement dans les collèges par des personnels des associations intermédiaires.
- Un travail a été mené par filières, avec le soutien du DLA, pour définir notre offre commerciale commune au sein de 2 secteurs d'activité. Il a abouti en janvier par l'obtention d'un marché peinture / revêtements de sol avec 4 structures en groupement momentané d'entreprises. Pour les espaces verts, il devrait y avoir un marché réservé avec le bailleur social ERIGERE à compter de 2025 avec plusieurs associations. Nous attendons des réponses sur des réponses en groupement à d'autres marchés.
- Nous avons travaillé sur la communication des structures pour qu'elles se fassent mieux connaître. VOIE 95 a investi, les associations elles-mêmes ont investi de l'argent sur ce volet.

Le réseau des SIAE du Val d'Oise représente 2/3 des structures, beaucoup sont actives dans le réseau. Les financements obtenus sur la stratégie de lutte contre la pauvreté ont pu permettre d'organiser des formations pour les salariés en insertion, une formation pour les permanents sur l'AFEST et de programmer un événement comme le forum du 28 mai.

Pour un réseau sans salarié, les collègues des autres réseaux et des fédérations nous font retour d'une vraie dynamique de coopération et d'actions concrètes dans le 95.

Tout le monde l'observe autour de nous, sauf peut-être nos partenaires institutionnels. Nous n'avons aucune perspective de financement du réseau en 2024, ni par le Conseil Départemental, ni par la DDETS95. L'IAE n'a pas été intégrée dans le pacte des solidarités, nous a-t-on dit. Il n'y aura pas de FDI pour la 2^{ème} année.

Il a été décidé de positionner le poste de facilitateur de clauses sur la mission locale plutôt que sur une structure de l'IAE. La seule perspective qu'on nous donne, ce sont des crédits sur les fonds de revitalisation avec un fort aléa et surtout la non pérennisation du financement.

La DDETS ne nous a apporté aucune aide sur la mise en relation avec des entreprises sur l'organisation du forum.

Il nous est sans cesse rétorqué que la DDETS est tributaire des décisions de la DRIEETS et qu'elle n'a la main sur rien. Nous réclamons donc de pouvoir rencontrer la DRIEETS. Nous avons 200 ETP de moins conventionnés que l'avant dernier département d'Ile-De-France. Nous avons vu fermer 10% des structures depuis 2022. Nous n'avons aucun moyen alloué au réseau depuis 2 ans. N'est-il pas temps de construire avec la DRIEETS un plan d'action avec des moyens spécifiques pour accompagner la dynamique que nous avons soulevée dans le Val d'Oise ?

Cette demande est d'autant plus importante que demain, nous n'aurons plus d'instance dans laquelle exprimer nos inquiétudes avec la fin du CDIAE et l'incertitude de la suite. Nous avons besoin d'être pris en compte et entendus.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES SIAE SUR LE TERRITOIRE DE LA CARPF

Rappel du contexte

En juillet 2024, le réseau VOIE 95 a postulé sur un appel à projets ESS émis par la Communauté d'Agglomération Roissy-Pays de France (CARPF).

Les structures de l'IAE dans le Val d'Oise sont assez peu nombreuses et inégalement réparties sur le territoire par rapport aux autres départements d'Ile-de-France. Il y a un véritable enjeu pour qu'elles se développent et qu'elles puissent porter de nouveaux projets, sur des territoires où l'offre est insuffisante, comme la CARPF. Pour se développer, elles doivent accéder à des opportunités économiques comme l'obtention de marchés publics (classiques, d'insertion ou réservés) ou aux clauses d'insertion. VOIE 95 propose de travailler en lien avec les donneurs d'ordre pour développer les opportunités de réponses aux marchés publics des structures de l'IAE en explicitant l'offre de services possible, en sensibilisant sur l'inclusion dans les marchés publics. En parallèle, VOIE 95 incite les structures à former des groupements momentanés d'entreprise pour être plus aptes à répondre sur un territoire entier, en les aidant sur la technique de réponse et sur l'organisation à mettre en place. Un autre enjeu est de développer les clauses d'insertion dans les marchés publics en permettant un accès équitable des structures pour qu'elles puissent chacune positionner des salariés en mise à disposition des entreprises.

Le travail qui a été mené depuis octobre 2024 a donc consisté à structurer et initier une offre pérenne parmi les SIAE valdoisiennes et à renforcer les synergies avec les réseaux régionaux et les acteurs locaux.

1. Définir l'offre de services des SIAE : Recenser les SIAE actives sur le territoire de la CARPF, établir leur offre de services et modes d'intervention (clauses d'insertion, marchés réservés, etc.), et organiser une réunion pour fédérer les structures. Élaborer une plaquette présentant l'offre collective et les modes d'achats responsables.
2. Sensibiliser les acheteurs publics : Identifier les acheteurs publics du territoire, organiser des rencontres avec les SIAE, et créer des outils pratiques (guides, fiches) pour promouvoir les bonnes pratiques d'achat responsable.
3. Intégrer les SIAE dans les politiques d'achats : Proposer des critères RSE pour la sélection des fournisseurs, référencer les SIAE dans les panels fournisseurs, et favoriser le lotissement des marchés publics pour faciliter leur accès.
4. Valoriser l'impact des achats responsables : Mettre en place des indicateurs pour mesurer les retombées sociales et économiques (heures d'insertion, emplois créés) et promouvoir les résultats obtenus.

5. Prospecter auprès des grandes entreprises : Identifier des entreprises partenaires, promouvoir l'achat responsable via l'IAE pour renforcer leur politique RSE, et développer des outils de communication adaptés.

Méthodologie appliquée

Jean-Charles Chibon qui était auparavant responsable des chantiers d'insertion d'une association du 95 a été missionné en tant que prestataire pour aider à la réalisation du diagnostic et des premières actions. Sur toute la fin d'année 2024 jusqu'au 15 janvier 2025. Il a travaillé en lien avec Géraldine Blin, la présidente du réseau VOIE 95, et Aby Faye, dans le cadre d'un partenariat entre VOIE 95 et AMI Services pour venir en appui sur les heures de clause.

L'ensemble des structures adhérentes de VOIE 95 ont été sollicitées par mail pour répondre à une enquête : qui est intéressé pour travailler sur la CARPF, qui y est implanté ou qui souhaite s'y implanter ?

L'ensemble des structures qui ont répondu ont été rencontrées. L'un des objectifs était de comprendre leur relation économique et politique avec cette agglomération et comprendre leurs souhaits de développement.

Un questionnaire a permis de servir de base pour récolter le maximum d'informations utiles au projet.

Il a aussi fallu répondre présents aux événements sur les achats responsables du moment et les rencontres « économiques » de l'agglomération ou autour des achats responsables.

I. Contexte du projet

- Présentation du territoire de Roissy Pays de France.

L'agglomération de Roissy Pays de France, située au nord-est de l'Île-de-France, regroupe 42 communes réparties sur les départements du Val-d'Oise et de la Seine-et-Marne. Territoire stratégique grâce à la proximité de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle, elle bénéficie d'une forte attractivité économique, notamment dans les secteurs de la logistique, du transport et de l'aéronautique. Avec plus de 350 000 habitants, l'agglomération allie des zones rurales et urbaines, favorisant à la fois un cadre de vie préservé et un dynamisme économique. Le territoire, moteur du Grand Roissy, se positionne comme un hub majeur pour le commerce international, soutenu par des infrastructures modernes et un tissu économique diversifié.

Le territoire est marqué par des disparités sociales importantes, avec un taux de pauvreté supérieur à la moyenne nationale dans plusieurs communes. Le taux de chômage, bien que soutenu par la proximité de l'aéroport et des zones d'activités, reste élevé dans certains secteurs.

Le territoire compte plusieurs Quartiers Politiques de la Ville (QPV), notamment à Gonesse, Goussainville et Villiers-le-Bel, où se concentrent les défis en matière d'emploi, de logement et de cohésion sociale.

Le champ des prestations couvert est large : mise à disposition de personnels, bâtiment rénovation (y compris rénovation du patrimoine), espaces verts, économie circulaire, manutention, logistique, espaces verts, maraîchage.

Comme il n'y a pas de structure positionnée sur le nettoyage de locaux, nous en avons sourcé une qui est implantée dans plusieurs départements d'Ile-de-France et qui voudrait demander un agrément dans le Val d'Oise pour 15 ETP. Il s'agit de PRO INSERT.

III. Constats

- Rapport avec les gestionnaires de clauses de l'agglomération

Il apparaît clairement qu'il y avait un manque d'échange avec le service de facilitation de clauses de l'agglomération.

Nous avons le sentiment qu'il y a un passif sur ce territoire qui n'a pas été épuré. En dehors des ETTI, les structures rencontrées n'ont pas eu d'heures de clauses sur les dernières années. La majeure partie des offres transmises étant pour des embauches directes via les services emploi des communes ou la mission locale.

Même si les embauches directes profitent à des publics en insertion, c'est dommage de se priver par exemple des publics des associations intermédiaires et d'élargir l'éventail des ETTI.

Il nous a été demandé d'avoir une plaquette sur l'offre de services. Ce sera désormais chose faite.

De même, nous restons persuadés que VOIE 95 pourrait permettre de sensibiliser les acheteurs et les services RH des entreprises attributaires à la mise en relation avec les SIAE du territoire qui emploient des habitants et surtout qui produisent un accompagnement socio-professionnel qui doit déboucher sur un emploi pérenne.

- Rapport aux entreprises

En dehors de Pro-emploi ou de Humando, nous n'avons pas noté que les structures travaillaient avec des entreprises du territoire ou y intervenant.

Il y a plutôt un travail de partenariat avec les grandes communes du territoire.

L'agglomération ne semble pas solliciter les SIAE pour de la mise en relation avec les entreprises, en favorisant les rencontres et/ou les coopérations.

- Commande publique

Aucune SIAE n'a de marché avec l'agglomération de Roissy Pays de France. Certaines ont un marché (sans obligation de publicité – de gré à gré) avec certaines communes du territoire.

Exemple : Mise à disposition de personnel Villiers Le Bel sur certaines missions ou pour des remplacements (Appel services)

IV. Actions entreprises à développer

1. Rencontre et échange facilitation de clauses avec Roissy Pays de France :

En observant les difficultés de communication et surtout de compréhension avec le service qui gère les clauses sur l'agglomération, il semble impératif d'organiser une rencontre entre les SIAE et l'ensemble des facilitateurs de l'agglomération.

Une rencontre avec toutes les structures mentionnées dans la partie « Structures du territoire ou pouvant intervenir » est essentielle.

La coordinatrice des facilitateurs, madame Gomis, sera sollicitée dans ce sens. Ce temps permettra de créer des synergies entre les structures, de permettre aux SIAE d'expliquer leurs activités et leur capacité/souhaits de déploiement sur le territoire et aux facilitateurs d'avoir une connaissance précise de ce qui peut se développer autour des clauses sociales et/ou potentiels marchés réservés.

Cette réunion devra s'effectuer avant l'été 2025 pour anticiper les projets et marchés pour mettre en dynamique le partenariat sur les clauses avec l'agglomération.

Préconisation :

- 1 - Organisation d'une réunion de présentation des SIAE
2. Rencontre avec Laura Violas de Roissy dev:

JC Chibon a contacté Roissy Dev qui s'occupe de la partie développement économique via Initiative mais n'a pas pu avoir de RV.

La rencontre serait intéressante pour lui expliquer ce que nos SIAE sont en mesure de faire mais surtout qu'elle puisse nous mettre dans la boucle de tous les événements (réunions, déjeuners, colloques...) autour des entreprises.

L'objectif étant de pouvoir être présent sur le territoire pour se faire connaître. Le bouche à oreille étant un grand artisan du développement.

Préconisations :

- 1 – Prendre contact avec madame Violas de Roissy Dev
- 2- Engager une dynamique de participation aux événements organisés par Roissy Dev

3. Identification des marchés à venir et démarchage :

Nous avons fait l'acquisition d'un outil de prospection pour y voir un peu plus clair sur les potentialités de marchés (BTP) sur l'agglomération.

Le but est de pouvoir démarcher des entreprises attributaires pour faire connaître l'offre de services des SIAE. JC Chibon puis à sa suite Aby Faye ont donc prospecté grâce à ce logiciel. Par exemple, la société ERI qui avait un lot important dans la Réhabilitation de la résidence Rodin - Villiers le Bel, une réhabilitation à plusieurs millions d'euros, a été démarché, sans réponse positive ensuite. D'autres entreprises l'ont également été pour la construction d'une crèche de 90 berceaux et requalification du groupe scolaire Langevin à Garges les Gonesse. Ce sont précisément 20 442 heures d'insertion qui sont attendues sur ce chantier avec une répartition par lot.

Numéro du lot	Désignation	Montant HT des travaux	Effort d'insertion	Part d'œuvre par corps d'état	Coût moyen main d'œuvre	Nb d'heures calculées
1	Bâtiment modulaires provisoires	734 588,67 €	2%	30%	30 €	147
2	Structure / Clos couvert	9 261 025,33 €	7%	50%	30 €	10 805
3	VRD Aménagements Extérieurs	3 009 273,14 €	7%	30%	25 €	2 528
4	Cloison - Doublages - Faux Plafonds - Menuiseries intérieures	1 694 266,65 €	7%	40%	30 €	1 581
5	Aménagements Intérieurs	1 060 747,77 €	7%	30%	25 €	891
6	Electricité Ccourants Forts - Courants Faibles	1 391 612,29 €	7%	45%	30 €	1 461
7	CVC - Plomberie - Sanitaires	3 091 184,05 €	7%	42%	30 €	3 029
8	Ascenseur	68 210,20 €	0%	60%	30 €	0
9	Equipeement de Cuisine	277 593,59 €	0%	40%	30 €	0
	TOTAL	20 588 502 €				20 442

Préconisation :

1 –Ami services doit poursuivre le démarchage des entreprises attributaires de gros marchés avec heures de clauses en se servant de l'application.

4. Sensibilisation des acheteurs publics à l'achats responsables :

Nous n'avons pas eu la possibilité de rencontrer les acheteurs de l'agglomération de Roissy-Pays-de-France.

Ce qui fonctionne le plus dans la dynamique c'est la création de temps de workshops avec des acheteurs, des SIAE et des experts en marchés publics. Et se servir de ces temps d'échanges pour apporter des témoignages avec la mise en avant de marchés réussis entre des SIAE et des acheteurs publics, en faisant intervenir au besoin le GRAFIE ou un chargé de mission d'une fédération de l'IAE.

Préconisation :

- 1 – Organiser avec M Mbaye un événement de type workshop avec des SIAE, des experts de la question des achats responsables et les acheteurs.
- 2- Permettre au réseau voie95 de participer à un sourcing de ses adhérents auprès des acheteurs de l'agglomération
- 3- Permettre au réseau Voie95 d'intervenir sur une revue de marché des acheteurs de l'agglomération

5. Développement des partenariats avec le Handicap

Après échanges avec la chargée de mission « achats responsables » du GIP maximilien (ERIKA MAILLOL), cette dernière a confirmé la volonté politique autour du développement des rapprochements entre structures de l'IAE et du Handicap.

Préconisation :

- 1 – Il faudrait donc se rapprocher des réseaux départementaux des Entreprises Adaptées et des ESAT afin d'affiner les synergies pour pouvoir travailler à des réponses groupées.

6. Participation aux événements :

- Open Map ESS à Massy le 6/12/2024
- Prix ESS CARPF à Villiers le bel le 28/11/2024
- Convention d'affaires ADP/RPF Tremblay en France le 4/12/2024

Préconisation :

- 1– Participer au maximum aux événements organisés sur l'agglomération de Roissy-Pays-De-France
- 2– Participer de façon continue aux réunions de bassin organisé dans le cadre du RPE